

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur le président, ce que je demande au ministre, c'est de nous expliquer dans les grandes lignes sur quoi se fondent les déclarations qu'il a faites. Puisque le ministre dit que les calculs se fondent sur le nombre des allocations familiales, peut-il nous dire à partir de quels chiffres on a établi la prévision de 810 millions de dollars?

M. Chrétien: Monsieur le président, nous avons établi un modèle de certains des revenus familiaux qui seraient visés et nous avons traité ces chiffres de façon scientifique de concert avec les ministères en cause. J'ai déjà expliqué ce que le modèle comprenait. Je ne peux pas l'amener à la Chambre parce qu'il a été programmé dans une machine IBM et qu'il n'y a pas l'espace voulu à la Chambre pour installer une telle machine.

M. Stevens: Le ministre peut bien rire, mais c'est une question très importante. Nous avons souvent constaté que les chiffres du gouvernement se révélaient inexacts six à douze mois plus tard. Dans le cas présent, on nous demande d'accepter une perte nette de revenus de 810 millions de dollars pour l'année financière 1979-1980. Le ministre peut-il nous fournir des chiffres à l'appui de ces prévisions?

M. Chrétien: Monsieur le président, c'est là un des éléments du programme. Il y a le crédit d'impôt remboursable qui constituera une perte de revenus, et nous avons dit qu'il y aurait un élément compensateur qui laisserait au gouvernement un gain net de 35 millions.

M. Stevens: Vous ne parlez que d'un seul élément.

M. Chrétien: Il s'agit du remboursement du crédit d'impôt aux gens qui y auront droit. Il y a aussi la réduction des allocations familiales, l'abolition du crédit d'impôt de \$50 par enfant et la modification des exemptions pour les enfants de 16 et 17 ans. Voilà autant d'éléments qui compenseront la perte de 810 millions en laissant un gain net de 35 millions. Voilà les ingrédients qui nous permettent d'établir le profil de nos pertes et d'aboutir au chiffre de 810 millions.

Évidemment, un grand nombre de facteurs entrent en jeu. Le député pourrait-il nous indiquer, par exemple, le nombre total d'enfants, le nombre de familles gagnant moins de \$22,000 par année, leurs exemptions et le reste? C'est compliqué, et nous nous fions aux chiffres fournis par les spécialistes.

Le député a déclaré que le gouvernement se trompait souvent. J'ai eu le plaisir de déclarer à un comité, où je rencontre souvent le député de York-Simcoe, que nous commettons effectivement des erreurs et que cette année, nous avions sous-estimé nos revenus et surestimé nos dépenses. Ce genre d'erreur me plaît.

M. Stevens: Monsieur le président, je n'ajouterais rien à ces propos qui tendent à dénaturer les faits.

● (1612)

M. Chrétien: La suppression des jeunes de 16 et de 17 ans s'appliquera à 250,000 familles, tandis que l'élimination du crédit de \$50 s'appliquera à 2.7 millions. Le crédit d'impôt au titre des enfants sera versé à 2.5 millions de familles.

M. Stevens: Ce sont, je crois certaines des données que je voulais obtenir, monsieur l'Orateur, 2.5 millions de familles seront touchées par suite de la suppression du crédit d'impôt. Combien y a-t-il d'enfants en cause?

Allocations familiales

M. Chrétien: Environ cinq millions d'enfants.

M. Stevens: Passons à l'étape suivante, c'est-à-dire l'année financière 1980 qui, selon les chiffres du ministre, accuse une perte de revenu atteignant 810 millions. Le ministre peut-il donner à la Chambre un chiffre estimatif pour l'année financière 1981-1982?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, je dois dire que nous n'établissons pas ces prévisions d'une façon précise parce que nous ne préparons pas des budgets cinq années à l'avance. Il faut pour pouvoir donner des chiffres précis dans ce domaine faire des extrapolations qui sont très difficiles à faire parce qu'il faudrait connaître, à ce moment-ci, le niveau exact des revenus des Canadiens dans deux, trois et quatre ans, ainsi que le niveau exact du taux d'inflation au cours de ces mêmes années. L'honorable député, il y a quelques minutes, faisait allusion à la difficulté d'obtenir des chiffres très précis pour une seule année, alors étant donné les circonstances, il me demande presque l'impossible, soit de lui donner des chiffres avec la même précision pour les cinq années à venir.

[Traduction]

Nous estimons que ce programme ne deviendra pas plus coûteux pour le gouvernement, car le revenu sur lequel il est fondé a été indexé et le programme du crédit fiscal l'a été également. Ils sont synchronisés. Lorsque le revenu et la croissance du produit national brut augmenteront, l'actif et le passif du programme s'équilibreront. La seule prévision que je puisse faire et qui ne se fonde sur aucune donnée scientifique est que le nombre d'enfants diminue comparativement, de sorte que les dépenses et le revenu du gouvernement sur une certaine période de temps auront tendance à diminuer. C'est un phénomène qu'on remarque depuis de nombreuses années. Le programme d'allocations familiales est moins coûteux parce que les familles sont moins nombreuses.

M. Stevens: Monsieur le président, le ministre peut prétendre qu'il est impossible de faire des projections à longue portée mais il a parlé d'une période de cinq ans. Je pense que c'était plus qu'une étourderie. Le ministre devrait savoir qu'aux États-Unis, les prévisions budgétaires portent actuellement sur cinq ans, et que les chiffres avancés pour les deux premières années sont à peu près exacts tandis que ceux des trois autres années suivantes sont des prévisions. En Grande-Bretagne également, le budget est calculé pour cinq ans. Si le ministre ignore ce fait, je me ferai un plaisir de lui faire parvenir le dernier budget américain et britannique. Il pourra constater que—ce qu'il tient pour impossible—est en fait pratiqué depuis quelque temps par nos deux principaux partenaires commerciaux.

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je voudrais seulement expliquer une fois de plus au député que ce programme sera double car il fera apparaître les deux postes du grand livre, soit les dépenses et les recettes. Nous faisons des prévisions sur cinq ans pour de nombreux postes du budget sans pour autant aller dans tous les détails de chaque programme. Ce serait une perte de temps. Nous traitons avec des chiffres plus importants que cela. Pour ce qui est de la croissance de notre économie, et le reste, j'ai essayé pour la première fois dans l'histoire du Canada, en février dernier, à l'occasion de la conférence des premiers ministres, de présenter un programme de prévisions